



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

REÇU EN PREFECTURE

le 16/07/2025

Application agréée E-legalite.com

22_AU-014-2114 04884-20250711-ARR2025_415

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION DE SECURITE
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : GROUPE SCOLAIRE ISABELLE AUTISSIER-RESTAURANT SCOLAIRE
ERP N° E 488 00079 001

OBJET : VISITE D'OUVERTURE- RESTAURANT SCOLAIRE AVEC CUISINE CENTRALE
PC N° 014 448 23 R 0017

EXPLOITANT : MAIRIE

COMMUNE : OUISTREHAM

ADRESSE : RUE LEFOULON HEBERT

ACTIVITE(S) : RESTAURATION

TYPE : N **CATEGORIE :** 4^{ème}

Le 8 juillet 2025, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 26 juin 2025.

En conclusion,



La commission émet un avis :

COMMISSION DE SECURITE
ARRONDISSEMENT DE CAEN

AVIS FAVORABLE

à l'ouverture au public



La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :

Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président de Séance,

Julien COEURET

Document annexe comportant... feuillets et
extrait du compte rendu de réunion joints

(1) rayer la mention inutile

REÇU EN PREFECTURE

le 16/07/2025

Application agréée E-legalite.com

22_AV-014-2114 04884-2025 0711-ARR2025_415



**PREFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu
☐ Constat de Carence
de la commission de sécurité
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **GRUPE SCOLAIRE ISABELLE AUTISSIER-RESTAURANT SCOLAIRE
ERP N° E 488 00079 001**

OBJET : **VISITE D'OUVERTURE- RESTAURANT SCOLAIRE AVEC CUISINE CENTRALE
PC N° 014 448 23 R 0017**

EXPLOITANT : **MAIRIE**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **RUE LEFOULON HEBERT**

ACTIVITE(S) : **RESTAURATION**

TYPE : **N**

CATEGORIE : **4^{ème}**

Le 8 juillet 2025, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 26 juin 2025.

RESUME DE LA REUNION :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

N/Réf. : BG/ML/2025 – VO260625 – Restaurant scolaire René Coty
et Isabelle Autissier - Ouistreham
Affaire suivie par : Lieutenant Bertrand GILLETTE
Tél prévention : 02.31.43.40.80

DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.

Construction d'un restaurant scolaire avec cuisine centrale.

Groupe scolaire Isabelle Autissier - Restaurant scolaire – rue Lefoulon Hébert à Ouistreham

ERP N° E 488 00079 001

Réf. : Visite d'ouverture, R.143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation.
PV d'étude de la commission en date du 29/08/2023.

Le 26 juin 2025, le groupe de visite de la Commission de sécurité de l'Arrondissement a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

Etaient présents :

Mme Lechevallier	: Maire Adjointe de la ville de Ouistreham
Ltn Gillette	: préventionniste au S.D.I.S.
M. Peeters	: Architecte
M. Bouteilles	: Directeur adjoint services techniques de la ville de Ouistreham
M. Beck	: Bureau Veritas

REÇU EN PREFECTURE

le 16/07/2025

Application agréée E-legalite.com

22_RV-014-2114 04884-20250711-ARR2025_415

DESCRIPTION

La présente visite a pour objet la visite d'ouverture du restaurant du groupe scolaire Isabelle Autissier. Ce bâtiment accueille les élèves des écoles Coty et Briand.

Il s'agit d'un restaurant scolaire composé de 2 salles distinctes, maternelle 100m² et élémentaire 155m² ainsi qu'une cuisine de production de repas.

L'établissement est en simple RDC et est accessible depuis la rue Lefoulon Hébert et sa défense extérieure contre l'incendie repose sur deux poteaux d'incendie situés rue Val Pré et rue Lefoulon Hébert à moins de 200 m.

CONCEPTION ET DESSERT

- Cloisonnement traditionnel
- Façades accessibles au nord et à l'est

ISOLEMENT PAR RAPPORT AU TIERS

- Plus de 4 m de l'école
- Fenêtre châssis CF ½ h si moins de 8 m entre 2 ouvertures sinon maçonnerie CF 1 h (béton)

RESISTANCE AU FEU DES STRUCTURES

- Toiture : charpente bois et béton
- Façades : structure SF ½ h et bardage bois M2
- Distribution intérieure : traditionnelle
- Conduits et gaines : conforme CH 28 à 43

LOCAUX A RISQUES PARTICULIERS

- Locaux à risques moyens : sous-station, ménage et grande cuisine de P 92 kW

DEGAGEMENTS

- 4 dégagements de 2 UP chacun

AMENAGEMENTS INTERIEURS, DECORATION ET MOBILIER

- Revêtements de sol : M4
- Revêtements muraux : M2
- Plafonds : M1
- Gros mobilier et aménagement : M2 (claustra bois ligne de self)

DESENFUMAGE

- Désenfumage manuel dans la grande cuisine et écran de cantonnement.

CHAUFFAGE, VENTILATION, GAZ

- Chauffage distribution hydraulique et pompe à chaleur air - eau

- BAES et BAAS conformes à EC 7 à 15

22_RV-014-2114 04884-20250711-ARR2025_415

MOYENS DE SECOURS

- Moyens d'extinction : extincteurs adaptés aux risques
- SSI cat E
- Alarme de type 4 avec flash dans les locaux PMR

PARTICULARITES

La non-conformité, concernant l'écran de cantonnement concerne uniquement le passage entre la cuisine et le restaurant sur une largeur de 0,90 m. Il s'agit d'un rajout en matériau SF, mais le mode de fixation ne peut être validé que par le contrôleur technique.

Au vu de la configuration du restaurant scolaire, la présence permanente de personnel, et la vue dégagée sur l'ensemble des installations à risque, permettront une alerte précoce en cas de départ de feu. De plus la cuisine est équipée d'un système d'extinction automatique, et le nombre d'unité de passage, toutes de plain-pied, est excédentaire. La commission de sécurité accepte donc l'établissement dans l'état.

CALCUL DE L'EFFECTIF

Conformément aux dispositions de l'article N2, l'effectif théorique maximal du public admis sur déclaration de l'exploitant est de 155 élèves pour le primaire et 100 pour la partie maternelle et 20 membres du personnel soit 275 personnes.

CLASSEMENT

L'établissement, du 1^{er} groupe et de type **N**, est à classer en **4^{ème} catégorie**.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) ;
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- 3°) Arrêté du 21 juin 1982 modifié, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de type N ;
- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 5°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

REÇU EN PREFECTURE

le 16/07/2025

I) **EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS**

Application agréée E-legalite.com

22_RV-014-2114 04884-20250711-ARR2025_415

Vu, le RVRAT N° 0 18620532/1, établi par bureau veritas en date du 26/06/2025 présentant 4 non-conformités, concernant l'électricité et l'écran de cantonnement de la cuisine.

Test de la ligne d'appel concluant.

II) **PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les prescriptions émises lors de l'étude du permis de construire sont levées.

- 1) Lever les observations électriques présentes sur le RVRAT (R. 143-10 du CCH).

Prescriptions permanentes

- a) Assurer à l'ensemble des personnels de chaque entité, une formation ou des actions de formation leur permettant de connaître :
- la conduite à tenir en cas d'incendie,
 - la manipulation des moyens de secours,
 - le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
 - le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments,
 - l'accueil des engins de secours,
 - le positionnement des points de rassemblement sur le site.

Cette mesure doit être impérativement notifiée au registre de sécurité.

- b) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux critères de réaction au feu demandés par les dispositions de l'article PE13 de l'arrêté du 22 juin 1990 et articles AM du 25 juin 1980.

Dans le cas contraire, procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.

- c) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).
- e) Assurer une vacuité permanente des dégagements et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35-CO 37 et CO 38 de l'arrêté du 25 juin 1980).
- f) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).
- g) S'assurer en permanence de la vacuité des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).

REÇU EN PREFECTURE

le 16/07/2025

Application agréée E-legalite.com

22_RV-014-2114 04884-20250711-ARR2025_415

III) **DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE**

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m³**, utilisable en 2 heures (60 m³/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m³/h).
Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller

Courriel : deci@sdis14.fr

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados
Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin 14000 CAEN.

IV) **RAPPEL REGLEMENTAIRE**

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...);
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

REÇU EN PREFECTURE

le 16/07/2025

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. L.1547 du CCH) :

- les modalités d'alerte des sapeurs-pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs-pompiers.

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-34 du CCH).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH- articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.
